

Privatisation de la formation en EPS : vue de l'esprit ou début de réalité ?

Claire Pontais, SNEP-FSU, juin 2019

Depuis longtemps en EPS, des partenariats existent avec le milieu sportif, qui historiquement a une mission de service public. Le SNEP-FSU n'a jamais été contre l'ouverture de l'Ecole aux partenaires à partir du moment où les rôles des uns et des autres étaient bien identifiés. Un grand nombre de conventions avec les fédérations sportives ont été signées. Le SNEP-FSU les a contestées en pointant chaque fois le risque de substitution aux enseignant.es, notamment à l'école primaire. Il semble que l'on passe un cap aujourd'hui, avec d'une part un gouvernement qui auto-détruit son propre Ministère des Sports au profit d'une Agence pour le sport et d'autre part un certain nombre d'associations qui investissent l'Ecole et le « marché de l'EPS » et peuvent contribuer, sans qu'on s'en aperçoive - à externaliser cette discipline de l'Education Nationale, en investissant la formation des enseignant.es... Ceci avec le soutien actif du Ministère de l'Education Nationale.

Nous avons un exemple avec « *Teach For France* », rebaptisée récemment en « *Le choix de l'Ecole* », « association »¹ qui propose de faire la formation des contractuels en lieu et place des ESPE.... Quand on y regarde de plus près, on voit que cette « association », qui appartient à l'Economie Sociale et Solidaire « versant libéral », est portée par des grands mécènes (AXA, la Fondation EDF, la Fondation Total, la Fondation Safran, BNP Paribas, qui vient par ailleurs de créer la « *Licence BNP Paribas* » à l'université Paris-SL) et relève de ce qu'on appelle le « *School Business* ». On voit bien l'intérêt d'un ministère qui souhaite diminuer ses dépenses publiques et le nombre de fonctionnaires, de labeliser de telles « associations » qui auront délégation de service public, et qui s'appuieront essentiellement sur l'engagement des jeunes, notamment les services civiques et les bénévoles. On comprend aussi pourquoi il vient d'imposer dans la nouvelle loi, que les formations d'enseignants en ESPE puissent être faites par des organismes privés.

Et pour l'EPS ? L'exemple de *Play international*

Cet exemple est à considérer comme une étude de cas.

[Play international](#) est une ONG qui propose des kits pédagogiques et du matériel, via son programme *Playdagogie* (programme centré sur santé, égalité filles-garçon et citoyenneté, sans réels contenus spécifiques à l'EPS). Cette ONG été conventionnée par le MEN et a obtenu des moyens directs², indirects (services civiques), ses entrées dans l'Education Nationale et certains soutiens qui sont refusés par ailleurs à des associations historiquement complémentaires de l'Ecole tels l'USEP ou le GFEN. C'est ainsi que des DASEN ont envisagé des actions de formation auprès des Professeurs des Ecoles. La question n'est pas de contester l'existence d'une telle association, mais de comprendre pourquoi elle a les faveurs du ministère.

¹Teach for France: <http://www.normalesup.org/~pcuvelier/wwwsecondaire/teachforfrance.html> et aussi <http://www.mezetulle.fr/le-school-business/>

² Le rapport 2017 annonce 48% de subventions publiques (dont le ministère le ministère de l'Education Nationale)

Quand on y regarde de plus près (voir en annexe), on constate que si *Play international* développe effectivement des actions dans quelques pays sous-développés, l'essentiel de son activité s'exerce en France. Ensuite, on s'aperçoit que cette ONG fait partie du *groupe SOS*, un mastodonte de l'Economie Sociale et Solidaire, bien connu des préfets et des élus des collectivités territoriales lorsqu'il s'agit de remettre de l'ordre dans un secteur public ou d'en développer un autre à moindre coût. Ce groupe, qui frise le milliard d'euros, gère 500 établissements (crèches, EPAD, centres éducatifs fermés...), se présente comme « *un expert en partenariat public-privé à but non lucratif* » (mais non lucratif n'empêche pas une volonté d'hégémonie). Sa branche éducation est gouvernée par le Directeur général d'ASHOKA France Belgique Suisse. *Play international* a également de nombreux partenaires privés, dont « *La France s'engage* », qui labellise des projets *innovants* sur des critères managériaux.

On comprend l'intérêt pour un gouvernement libéral de mettre en avant une telle association, dans une période où il va devoir montrer qu'il investit dans le sport pour les jeunes, dans l'optique des JOP de 2024,...sans développer le service public ! Il préfère donc ouvrir les portes à une ONG qui fonctionne essentiellement grâce à des bénévoles et des services civiques³ plutôt que d'augmenter le nombre de CPD, remettre un CPC EPS dans chaque circonscription, redynamiser la formation initiale et continue des enseignants.

On comprend aussi pourquoi la nouvelle loi sur « L'école de la confiance » a imposé d'ouvrir la porte aux organismes privés dans la formation des enseignants.

Le Ministère favorise d'autres « associations » privées ou à fonds publics-privés

Il a créé une plate-forme numérique « [La trousse à projets](#) » qui permet de collecter des fonds privés ou associatifs pour mener des projets. Il soutient la plate-forme privée [Actibloom](#), qui investit désormais l'école en proposant des kits gratuits sur l'EPS et le sport des 3-11 ans. Alors qu'il aurait pu, comme il l'a fait avec le savoir nager et l'ASSN, redynamiser l'attestation de prévention routière, il a préféré lancer un nouveau diplôme « *Le savoir rouler à vélo* » qui peut être délivré par de nombreux partenaires, sans regard nécessaire de l'Education Nationale. De même, « l'aisance aquatique en maternelle », malgré son appellation, renvoie à une action qui se passe en dehors de l'Ecole, et concerne divers partenaires, pas nécessairement publics.

Dans un contexte où l'objectif du gouvernement est de privatiser tout ce qu'il est possible de l'être, il est assez facile d'imaginer les conséquences de l'intrusion de telles « associations » dans l'Ecole, en termes de brouillage du rôle de l'Education Nationale, de dégradation de l'emploi de fonctionnaires et d'emplois en général.

On le voit, si la période préparatoire aux JOP peut être l'occasion de développer l'EPS, elle peut aussi être un prétexte pour déréguler et ouvrir l'Ecole au « grand marché » du sport.

Pour l'heure, le réseau de formation de l'Education nationale (CPC, CPD, ESPE, STAPS) a encore de la ressource et, avec le SNEP et les syndicats de la FSU, suffisamment de capacités de résistance pour exiger que l'Education Nationale assure la formation de ses personnels. Mais la vigilance de tous et toutes s'impose.

Annexes ci-dessous :

³ « Le travail gratuit » de Maud Simonet, forme insidieuse du néo-libéralisme économique.

- Détails sur *Play international* et le *Groupe SOS*
- Quelques références sur la marchandisation de l'École

L'activité de *Play international* et du groupe *SOS*

1. *Play international*, son activité, ses ressources, ses soutiens

Play International est issu de « [Sport Sans Frontières](#), association pionnière dans le secteur de l'éducation et de l'accompagnement par le sport dans le monde. « Après 15 ans d'existence, celle-ci a adopté une nouvelle approche stratégique et opérationnelle afin d'accroître l'impact de ses actions en France et dans le monde ». L'aspect « sans frontières » de cette ONG s'efface au profit du développement du programme *Playdagogie* à grande échelle, notamment dans les écoles. ([interview du directeur](#))

[Le rapport 2017](#) donne des chiffres. En 2017, *Play international* est intervenue auprès de 65 000 enfants. Elle a eu des missions dans 3 pays : Kosovo, le Burundi et la France (métropole et Mayotte) et des actions ponctuelles dans 4 pays (Haïti, Angleterre, Inde et Vanuatu).

Ses missions concernent 22 000 enfants au Burundi, 15 000 au Kosovo et 33 000 en France. Ses actions ponctuelles concernent très peu d'enfants (4810 au total, dont 90 enfants en Inde).

➔ Ces chiffres donnent une première information : *Play international* agit dans le monde, mais son action en France est essentielle dans son fonctionnement (la moitié en termes d'enfants impactés).

Encadrement : 1030 praticiens au total pour encadrer : 370 praticiens formés (Burundi, Kosovo), 132 dans les autres pays et ...660 praticiens actifs en France. Là encore, la France est le lieu le plus investi (notons qu'en France, il est dit que les praticiens sont *actifs* et non pas *formés*). Qui sont ces praticiens actifs ? Quelques salariés et sans doute beaucoup des personnes (profs EPS, PE, éducateurs sportifs...) qui donnent de leur temps libre (tous bénévoles ?) et beaucoup de services civiques volontaires. Sur le site, on trouve [la fiche de mission d'un service civique](#) (s'approchant d'un travail de CPC de l'Éducation Nationale) (Rappel : légalement, un service civique ne doit pas se substituer à un métier existant !), et [la fiche de mission d'un coordinateur](#) (s'approchant d'un travail de CPD). Le référent pédagogique national est un professeur d'EPS.

➔ Le problème n'est pas qu'une association ou une ONG décide d'avoir ce type de missions, mais que le MEN français la soutienne, l'agrée et lui ouvre grand les portes de l'Éducation Nationale !

Ses ressources : ses recettes proviennent à 48% de subventions publiques, 34% de fonds privés, 9% d'opérations de levées de fond, et 9% autres. Ses dépenses se font à 33% en France.

Ses partenaires sont : [Agence Française de Développement](#), [Centre National pour le Développement du Sport](#), [Fondation la France s'engage](#), [Fondation Laureus](#), [Fondation Niarchos](#) (amateur grec, engagement civique) ; [Fondation Rockefeller Brothers fund](#), [Malakoff Médéric](#) (mutuelle) ; [Ministère de l'Éducation Nationale](#), [Nike](#), [Paris 2024](#), [Shangri-La Hotel Paris](#), [Fondation Société Générale](#), Unicef Burundi, Unicef Kosovo

et aussi : ADA Coopération Autrichienne, Ambassade de France au Burundi, Ambassade de France au Kosovo, Ambassade du Grand Duché du Luxembourg au Kosovo, Bibliothèques Sans Frontières, **Communauté de Communes de Petite Terre Mayotte**, **Conseil Régional d'Ile-de-France**, Fondation Abdesselam, Fondation Bel, [Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé](#), Generali, Ligue Nationale de Rugby, Giz – Coopération Allemande au Kosovo, Limak Kosovo International Airport, **Ministère des Sports**, OSCE mission in Kosovo, **Radio France**, **Réserve Parlementaire accordée par le MAEDI**, Seenk, United Nations Mission in Kosovo, [Vinci Facilities](#)

➔ *En dehors des subventions concernant l'international, sur le territoire national, l'Etat est le principal soutien sous diverses formes : le MEN, le MJS et les collectivités territoriales (soulignés en rouge). (Pour 48% selon le rapport 2017)*

Ses actions en 2017 :

Sur 6 « points forts » cités, 4 se sont passés en France et concernent potentiellement l'EPS :

*Le programme **Playdagogie** récompensé par [La France s'engage](#) dans l'optique de favoriser son déploiement sur le territoire français. (fondation crée en 2014 par Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. Son président est François Hollande).*

***Mise en place du Playlab**, premier espace collaboratif dédié à l'innovation sociale par le sport et le jeu (...) pour permettre au sport de contribuer à réinventer la façon dont nos enfants grandissent, à reconfigurer nos réponses en matière de santé ou d'emploi, à répondre aux crises humanitaires, etc.*

***Fête du sport**, avec Radio France, 2 500 participants ont pu découvrir une maison ronde transformée en immense terrain de jeu. (12 activités sportives dont 4 solidaires).*

***Playdagogie – école active** (santé, facteur de réussite éducative). En partenariat avec l'Université Paris Descartes, ce curriculum s'adresse aux enseignants pour leur proposer des séances éducatives et contribuer à une culture positive des activités physiques pour la santé de leurs élèves de 6 à 12 ans (2500 enfants)*

➔ *Les liens que l'on trouve sur internet concernent essentiellement le programme **Playdagogie** qui vise l'école primaire.*

Ses perspectives

Sur 5 projets cités, 3 auront lieu en France, dont 2 sur l'EPS et la formation d'enseignants

***École active** : déploiement des activités dans les écoles franciliennes et formation de 150 enseignants (pour 3 000 élèves bénéficiaires).*

***Essaimage du programme Playdagogie** : formation d'animateurs et d'enseignants des régions Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon) et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Nice et Marseille). Poursuite à Mayotte avec la thématique de l'égalité filles-garçons, et déploiement envisagé vers les Comores.*

Son programme en vue de Paris 2024

Play international entend développer ses actions sur les 4 continents et annonce avoir déjà transmis les valeurs de l'Olympisme auprès de plus de 15 000 enfants à travers le monde. Play international annonce la formation de 170 praticiens dans 5 pays et 4 continents ; pour

134 heures de formation ; 30 séances de Playdologie créées et 260 kits physiques diffusés ; 1 plateforme digitale de contenus pédagogiques accessible gratuitement pour l'ensemble des professeurs des écoles et éducateurs en France.

- ➔ Pour tous les CPD et profs d'ESPE de France, ces chiffres peuvent apparaître ridicules : 170 praticiens sur 5 pays = 35 personnes par pays ! 30 séances = à peine 1 par semaine ! 260 kits, une plate-forme gratuite... La plupart des CPD offrent par département de France bien plus que cela !
- ➔ Question : au regard de ces chiffres, Play international semble être une petite ONG, à l'action limitée. **Alors pourquoi le MEN l'a privilégié-t-il alors qu'il a à sa disposition un dispositif de CPD EPS qui ne demande qu'à être dynamisé ?**

2. Play international fait partie du Groupe SOS

On comprend mieux (mais il faut bien chercher sur leur site) quand on découvre que Play international fait partie du [groupe SOS](#) qui est un poids lourd de « l'ESS », dirigé par [Jean Marc Borello](#) (Macronien de la 1ère heure)

Le groupe SOS est - en principe - une association sans but lucratif (ce qui ne veut pas dire sans volonté d'hégémonie). " *Nous sommes des experts en partenariat public-privé à but non lucratif (Borello)*. C'est en fait un très gros lobby qui est considéré comme un requin dans le monde de l'Economie Sociale et Solidaire. Sa [branche éducation](#) est gouvernée par le Directeur général d'ASHOKA France Belgique Suisse (qui elle-même joue un rôle similaire dans le « *School Business* »⁴), [la fondation des Bernadins](#), et un représentant de Disneyland.

Son expansion a consisté à absorber des organismes en difficulté ([voir le détail](#)), et à les « remettre sur pied » (et les associations en difficultés sont nombreuses, d'autant que Borello a été un conseiller de Macron pour supprimer les contrats aidés !)

Le groupe (qui affirme « non nous ne faisons pas d'OPA ») n'est pas bien perçu dans le monde associatif et le reste de l'ESS.....(voir la [critique du livre de Borello](#) par un journaliste de l'Humanité " *Pour un capitalisme d'intérêt général*" (2017), sans compter les nombreux liens sur internet .

En 2018: Groupe SOS : un trésor immobilier (et des appartements rachetés pour pas cher par certains responsables... conflits d'intérêt, récupération par les responsables bien placés du patrimoine provenant des associations....) : https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/12/05/groupe-sos-un-tresor-immobilier-evalue-a-500-millions-d-euros_5392949_3224.html

Exemple : <https://syndicat-asso.fr/mobilisation-des-salarie-e-s-de-lassociation-mana-contre-la-dictathune-du-groupe-sos/>

Ce qui arrive aux salariés de l'association Mana après le « rachat » par le groupe SOS. Leur conclusion : **"SOS n'est pas le remède, c'est le poison !"**

Libération, octobre 2018 : **SOS, la rolls-royce de l'économie sociale et solidaire** :

https://www.liberation.fr/france/2018/12/20/sos-la-rolls-royce-de-l-economie-sociale-et-solidaire_1699064

⁴ voir : <http://www.mezetulle.fr/le-school-business/>

SOS est un «*holding associatif*». On y trouve des associations de réinsertion de jeunes, des hôpitaux, 62 Ehpad, des crèches, des centres pour SDF, mineurs isolés et plus récemment la déradicalisation de jihadistes...

(...) ; Dans le milieu, la fulgurante réussite du groupe SOS intrigue autant qu'elle fascine. Car il reste difficile de dessiner clairement les contours de cette organisation **tentaculaire très opaque** dont la croissance externe étonne.

«Monstre» : «*Sur le groupe, il y a beaucoup de choses qui m'intriguent. Il se dit associatif, ok. Mais tout est flou. Il se dit associatif, ok. Mais tout est flou. Combien de personnes dans l'association ? Personne ne sait comment s'organise la direction et la répartition de la décision et des fonds. Cette association demeure un mystère. Quant au lien entre les différentes composantes du groupe, il est compliqué d'y voir clair*», estime un ancien conseiller ministériel.

«*Le groupe suscite la curiosité, car c'est un monstre qui absorbe tout*», dit un autre collaborateur.

Pour résumer, le groupe SOS obtient un tas de marchés publics lors d'appels d'offres (il peut casser les prix puisqu'il n'a pas à verser de dividendes comme dans le privé lucratif, ni à payer des fonctionnaires comme dans les services publics). SOS gère donc des pans entiers de services publics (500 établissements) : hôpitaux, EHPAD, centres éducatifs fermés...

En conclusion :

Le fait que l'ONG *Play International* appartienne au groupe SOS doit nous rendre vigilant. Ce groupe, comme pour les autres services publics, a sans doute l'ambition d'envahir le sport, l'École, chantiers où il y a des besoins non satisfaits ou considérés trop coûteux en termes de fonctionnaires.

Autrement dit, chaque fois qu'une offre émanant de *Play International* arrive (dans une école, une ville, etc), c'est le Groupe SOS –qui amplifie son hégémonie... et donc le « *Social Business* ».

Il est assez facile d'imaginer les conséquences en termes de délitement des services publics et de l'emploi de fonctionnaires si un tel projet – extrêmement insidieux, parce que pouvant se faire en douceur - aboutissait.

Pour aller plus loin sur le sujet de la marchandisation de l'École :

Amélie Hart-Hutasse et Christophe Cailleaux (SNES-FSU) : [La guerre scolaire qui vient. L'éducation n'est pas une marchandise](https://blogs.mediapart.fr/edition/la-guerre-scolaire-qui-vient/article/230317/lemancipation-nest-pas-une-marchandise) <https://blogs.mediapart.fr/edition/la-guerre-scolaire-qui-vient/article/230317/lemancipation-nest-pas-une-marchandise>

Vincent Lemaitre : [Economie sociale et solidaire ou social business ? Le school Business](http://www.mezetulle.fr) sur le site www.mezetulle.fr